

MÉDIAS

Fermeture musclée d'El Watan TV

Accusée d'avoir diffusé une interview de Madani Mezrag dans laquelle ce dernier proférait de graves menaces contre le président de la République, la chaîne El Watan TV a été officiellement fermée hier alors que l'auteur des menaces reste bizarrement à l'abri de toute inquiétude ajoutant ainsi au climat de confusion et d'incompréhension qui règne dans le pays.

Abla Chérif - Alger - (Le Soir)
- Une mise en garde sévère a en outre été adressée par le ministère de la Communication contre toutes les autres chaînes de télévision privées contre tout dérapage du même genre.

C'est en cours de matinée que des policiers ont donc procédé à la mise sous scellés des locaux de cette chaîne dans un climat très tendu où les journalistes et autres travailleurs ont tenté, vainement bien sûr, de s'opposer aux éléments de la police venus dès la matinée accomplir leur mission sur ordre du wali d'Alger. Pourquoi le wali et non pas le procureur comme le voudrait la logique et la procédure ?

Selon des informations officielles, ce dernier a été instruit par

le ministère de la Communication qui lui a demandé d'agir pour la mise sous scellés des locaux de l'organe de télévision privée.

Le ministère de la Communication a donc publié un communiqué où il assume tous les faits et met en garde toutes les autres chaînes de télévision privées contre la diffusion de tous propos similaires.

«Il n'y aura plus de tolérance contre les chaînes de télévision surtout lorsqu'il est question d'atteinte aux symboles de l'Etat.

A chaque fois qu'on touchera à ces symboles, le ministère agira avec fermeté» peut-on lire dans ce texte.

Les travailleurs d'El Watan TV ont tenté un rassemblement devant le siège de ce ministère,

espérant être recus par Hamid Grine ou son Secrétaire général, mais aucun de ces derniers ne s'est trouvé disponible pour les recevoir.

Le directeur de la chaîne n'a pas manqué de s'exprimer sur le sujet en niant d'abord toutes les informations faisant état de l'appartenance d'El Watan TV à un quelconque parti.

Dans une interview livrée au journal en ligne TSA, il reconnaît avoir milité au sein du MSP au cours des années passées «mais la chaîne que je dirige n'est pas partisane. M. Makri est un ami sans plus». «Nous travaillons sans autorisation officielle, ajoutait-il ensuite, de la même manière que toutes les autres chaînes de télévision privées.

Nous avons fourni tout le dossier nécessaire mais nous n'avons rien reçu à ce jour. Nous ne sommes ni djihadistes ni terroristes».

Il se dit enfin étonné par les accusations dont sa chaîne fait état rappelant que la présidence

de la République avait reçu elle-même l'ex-chef de l'AIS et voilà qu'ils «nous reprochent à nous de le faire parler».

Fait troublant, Madani Mezrag qui avait encore une fois réussi à en choquer plus d'un par la virulence de ces propos avait menacé ouvertement de s'en prendre au président Bouteflika si les autorités refusaient de donner un agrément à son parti, n'a pas été inquiété, une situation totalement illogique qui pousse Sofiane Djillali, président du parti Jil Jadid à s'interroger sur les liens qu'entretient Madani Mezrag avec le pouvoir.

«Serait-ce du fait de sa proximité avec le pouvoir» dit-il dans un communiqué où il rappelle aussi que l'ex-chef de l'AIS est «protégé par la force publique dans ses activités illégales de regroupement de ses troupes dans les forêts depuis l'année 2000 (...) il a été l'un des soutiens directs du président lors des élections de même qu'il a été reçu dans les salons de la République pour dis-

cuter des affaires de l'Etat, érigé en personnalité nationale». Selon Sofiane Djillali, le «pays est, pas à pas, mené vers une issue chaotique. Le président et son clan devront en assumer l'entière responsabilité».

Réaction également de Kamel Amarni, Secrétaire général du SNJ (Syndicat national des journalistes) qui affirme que les prétextes invoqués pour la fermeture d'El Watan TV sont caduques puisque Madani Mezrag mettant également l'accent sur le fait que l'auteur des propos contre Bouteflika n'a pas été inquiété.

Il rappelle enfin que ce dernier avait publiquement revendiqué l'assassinat d'un soldat de l'ANP sur une autre chaîne sans que personne ne réagisse.

«De la même manière, dit-il, un acolyte de Madani Mezrag avait publiquement appelé au meurtre de Kamel Daoud sans être également inquiété. La déontologie et l'éthique n'est pas exclusive à Bouteflika».

A. C.

MOURAD PREURE À PROPOS DU CHOC PÉTROLIER :

«L'effet de panique n'a pas lieu d'être»

Entre son potentiel en tourisme et ses capacités agricoles, l'économie algérienne n'a pas l'embaras du choix en matière d'alternatives. Mais ces deux dernières lui seront largement suffisantes pour assurer sa diversification, si volonté d'homme et volonté politique font association.

Boukir Naouel - Alger (Le Soir) - La 89^e édition du forum de la Sécurité nationale s'est tenue autour des «retombées économiques de la crise énergétique sur la scène algérienne et internationale». Il faut comprendre l'histoire pétrolière et du monde pour saisir les enjeux actuels selon le professeur Mourad Preure, expert en hydrocarbures. La chute du mur de Berlin et l'explosion des TIC a fait du monde et des marchés «une zone sans frontières».

Interdépendance et interconnexion sont à l'origine de «la diffusion» des crises aujourd'hui. Cependant, la présente perturbation énergétique n'est que «passa-

gère» du fait que le marché pétrolier consacre par essence un «système asymétrique» expose le professeur Preure. En effet, cette «euphorie d'abondance» ne repose aucunement sur une quelconque réalité et le pétrole de demain sera «de plus en plus cher», soutient-il. Il y a lieu de savoir que le choc baissier de l'été 2014 est complètement différent de celui des années 1970 ou 1990. Il est même «révolutionnaire» du fait de ses origines : le coût marginal des schistes américains et le fléchissement de la demande mondiale particulièrement.

Elle ne reprendra pas d'aussi tôt d'ailleurs, déclare l'expert, d'au-

tant plus que l'économie chinoise et européenne ainsi que les pays émergents stagnent.

Néanmoins, «l'effet de panique» créé, amplifié par les médias n'a pas lieu d'être selon le professeur. Même si ce choc pétrolier promet de durer «un peu plus longtemps» que les précédents (2 ans), une tendance haussière arrivera «certainement» car la nature du marché pétrolier est ainsi faite, rassure le professeur M. Preure. L'exposition de la situation actuelle renvoie aux solutions à préconiser dans un futur proche pour l'économie algérienne. C'est dans ce cadre qu'intervient justement Abdaraouf Khalef, représentant du ministère du Tourisme et de l'Artisanat. Il déclare que la crise énergétique actuelle est «peut-être» l'opportunité qu'il fallait au tourisme pour se développer davantage.

Etant de nature verticale, le secteur du tourisme est non seulement créateur d'emplois et de richesses en son sein mais également dans les secteurs qui lui sont reliés. Pour plus d'efficacité dans ce domaine, A. Khalef insiste sur l'importance de la réformation de «l'image touristique» de l'Algérie, sensiblement dégradée depuis la décennie noire.

Concrètement, 32 schémas de réaménagements touristiques sur 16 wilayas sont désormais prêts à accueillir 351 projets touristiques pour l'an 2015 et qui seront en mesure d'offrir 35 000 postes de travail directs, a-t-il mentionné. Jusqu'au 30 septembre de l'année courante, 1081 projets ont eu le feu vert (53 000 postes potentiels) et le dossier d'investissement n'impose plus «7 papiers mais seulement 3» désormais. Néanmoins, un énorme effort est encore à fournir sur le volet financier des investissements, admet-il.

Effectivement, des produits financiers spécifiques au tourisme



Photo : DR

Mourad Preure, expert en hydrocarbures.

sont «indispensables» puisque le ROI (retour sur investissement) est considérablement long dans ce secteur. A titre de comparaison, le délai de remboursement des prêts bancaires dans le domaine en question est de 25 ans en Tunisie et de 12 ans avec 5 ans d'exonération en Algérie. D'autre part, pour synthétiser la situation agricole dans le pays, c'est Fouad Chahed, représentant du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche qui s'en est chargé. Constituant le secteur fondamental de toute nation, la crise a mis à nu l'absence d'un réel intérêt accordé à celui-ci. 97% des recettes en devises proviennent du pétrole dont 1/3 est consacré aux importations en produits alimentaires (inputs notamment). Ce fait révèle le rôle «essentiel» de l'agriculture à tirer l'économie algérienne de la crise financière. La «voie» à poursuivre est claire, selon lui. Rationnaliser les dépenses passe par la régression

de la facture alimentaire et donc «produire plus». «C'est possible !» rassérène-t-il en mettant en avant les 8% de croissance du secteur pour 2015 : un chiffre «jamais» atteint. La grandeur du pays permet la diversification de la production agricole et la poursuite de l'augmentation du rendement. Toujours est-il que le soutien de ce rythme et l'accompagnement technique et technologique vont de paire, affirme-t-il.

Par ailleurs, il y a lieu de définir une politique agricole propre afin de coordonner et d'encadrer les activités du secteur. Elle va non seulement considérer des facilitations d'investissement mais également tracer les grandes lignes d'orientation et de considérer le potentiel du pays en aquaculture, explique-t-il.

Autant de procédures de rénovation et de renouvellement à incorporer dans le virage stratégique qu'entreprend l'économie algérienne.

N. B.

TRANSPORT

La navette maritime Béjaïa-Alger n'est toujours pas opérationnelle

Prévu initialement pour dimanche, le lancement de la nouvelle ligne maritime Béjaïa-Alger a été finalement reporté de quelques jours. C'est ce qu'a annoncé le directeur général de l'entreprise portuaire Djelloul Achour. Pour cause, les deux bateaux affrétés par l'Entreprise maritime de transport de voyageurs (ENTMV) n'ont pas encore accosté au port de Béjaïa suite aux mauvaises conditions météorologiques, a-t-on fait savoir. Ces deux bateaux d'une capacité de 206 places passagers chacun sont dotés des meilleures commodités. Avec une vitesse de 60 km/heures, le trajet Béjaïa-Alger durera près de 4 heures, rapporte le responsable du port.

S'agissant du prix du ticket, le directeur de l'EPB a indiqué qu'il sera probablement aligné sur la tarification pratiquée par la SNTF sur la ligne ferroviaire Béjaïa-Alger par autorail, à savoir moins de 1 400 DA. La nouvelle navette maritime épargnera à coup sûr aux voyageurs les interminables bouchons, embouteillages sur la route nationale et les fréquentes coupures des routes.

A. K.